



Informations Médicales ► Soutien ► « Le patient est appelé à devenir le maître de son trajet de soins »

« Le patient est appelé à devenir le maître de son trajet de soins »



© Kris Van Exel

SOUTIEN Le secteur belge des soins de santé compte parmi les meilleurs d'Europe. Les défis restent cependant nombreux : vieillissement de la population, financement, digitalisation, infrastructures, travail en réseaux...

Mediaplanet a réuni huit acteurs majeurs du secteur pour faire le point sur la situation.

Quels sont les défis majeurs auxquels le secteur de la santé est aujourd'hui confronté ?

Didier Gosuin : « Le premier est le vieillissement de la population. Selon le Conseil supérieur de la finance, il nous coûtera 2 % du PIB à l'horizon 2040, soit 9 milliards d'euros de coûts supplémentaires en soins de santé. Le deuxième est d'avoir une politique cohérente, coordonnée et bien financée en matière de prévention ; pour l'instant, elle est complètement éclatée dans le pays et donc, à mon avis, sous-efficace. Le troisième est que l'hôpital s'adapte à l'évolution des soins et à la demande de ce qu'on appelle le virage ambulatoire... tout cela en lien avec la réorganisation hospitalière, le financement des soins de santé, etc. »

Marc Gryseels : « La prévention est en effet essentielle. Ici, il faut veiller à une partie éducative, à une partie visant à rendre disponibles plus de produits pour que le patient puisse se prendre en charge et à une partie, en lien avec le financement, qui concerne la capacité de rembourser un certain nombre de choses. Là, il faudra sans doute switcher une partie des produits aujourd'hui remboursés pour libérer des moyens financiers et permettre de continuer à rembourser de nouveaux traitements et de nouvelles applications. »

Vic De Corte : « Le plus grand défi pour l'hôpital est de pouvoir assurer une qualité des soins dans la lignée du virage des soins ambulatoires. Il faut aussi que la clinique puisse continuer à financer les investissements nécessaires en matière d'infrastructures, de compétences et de sciences. Pour y arriver, une certaine flexibilité s'avère nécessaire ; aujourd'hui, ce n'est pas toujours le cas en raison de la réglementation et des modes de financement. »

Sébastien Berden : « Un vaste programme de rénovation modernisera nos bâtiments hospitaliers dans la prochaine décennie. Celui-ci suppose cependant des montants d'investissement colossaux en infrastructure. Dans le segment des maisons de repos, le vieillissement entraînera également un besoin de financement de nouveaux lits. Même dans la première ligne, la réussite du virage ambulatoire dépendra également en partie

Soins de Santé

L'un des défis du secteur réside dans l'établissement d'une politique de prévention cohérente, coordonnée et bien financée.



Didier Gosuin

Ministre bruxellois de la Santé

Rendre disponibles plus de produits permettant au patient de se prendre en charge est, selon moi, l'une des clés en matière de prévention.



Marc Gryseels

Administrateur Délégué Bachi

Un vaste programme de rénovation modernisera nos bâtiments hospitaliers dans la prochaine décennie, il suppose néanmoins des investissements colossaux.



Sébastien Berden

COO Health Care Cofinimmo

D'ici à 2025, il faudrait qu'il n'y ait plus aucun échange papier entre les différents prestataires de soins et les mutualités.



Xavier Brenez

Directeur Général Union nationale des mutualités libres

La télémédecine, singulièrement dans le cadre des maladies chroniques, constitue un enjeu très lourd pour tous les acteurs de la santé.



Valdet Ocakoglu

Directeur Général Synelience Benelux

Il est essentiel de renforcer la collaboration entre tous les acteurs de la santé et de construire, entre hôpitaux et acteurs de première ligne, des partenariats solides.



Vic De Corte

Administrateur Délégué Clinique Saint-Jean

Le manque criant de places en gériatrie, en réhabilitation et en soins palliatifs doit accélérer la réflexion sur le développement d'une structure post-hospitalière.



Philippe El Haddad

Directeur Général médical Chirec

Il est essentiel de mettre en place, à domicile, des structures de soutien

« Les gens sont en fait nombreux : ceux déjà âgés, l'accompagnement des malades chroniques, l'accès de la population à l'innovation médicale - qui représente la hausse des coûts la plus élevée -, etc. Pour des raisons financières, des choix devront être opérés. L'une des pistes est d'investir dans la prévention. Or, la Belgique n'y consacre que 2,1 % du budget des soins de santé contre 3 % en moyenne en Europe. Enfin, il faut une meilleure collaboration et plus d'agilité entre les différents niveaux de pouvoir car les décisions à prendre sont de plus en plus rapides. »

Valdet Ocakoglu : « Les enjeux technologiques se doivent aussi de répondre à tous ces enjeux. L'un de ceux-ci est le suivi des maladies chroniques, qui pose les bases d'une future télémédecine. Ici, une meilleure communication doit être organisée ; trop peu de personnes ont accès aux solutions existant en télémédecine. Il faut aussi poser un cadre légal pour considérer les actes de télémédecine comme de vraies prestations médicales. Enfin, en lien avec le GDPR, il faut protéger au maximum les données pour limiter les risques personnels, médicaux et réputationnels. »

Jean-Paul Van Vooren : « L'hôpital n'est plus le centre de tout au niveau de la prise en charge des patients ; désormais, il n'en est plus qu'une étape. Dans la redistribution des compétences, il y a un fossé entre le financement hospitalier et le financement ambulatoire ou, plus exactement, le financement dans la continuité des soins des patients. Pour assurer cette continuité, il faudrait que tout le monde travaille ensemble, qu'on ait plus de ressources en dehors de l'hôpital et qu'il y ait une meilleure transmission des informations du patient. »

Philippe El Haddad : « En raison notamment du vieillissement de la population, le virage vers l'ambulatoire et les réseaux hospitaliers doivent en effet mieux se coordonner pour faire face à l'avenir. Cependant, aujourd'hui, aucune structure n'est prête. Et si les choses avancent petit à petit, le financement, lui, ne suit pas. Quant aux réseaux, il est primordial d'impliquer des gens de terrain : les médecins doivent monter les projets. Or, pour l'instant, on leur impose des situations venant de plus haut. »



Comment voyez-vous l'évolution du rôle de l'hôpital et la place du patient dans l'itinéraire de soins ?

Didier Gosuin : « Le virage ambulatoire implique une grande coordination entre les hôpitaux, dont la gestion est assez homogène, et la première ligne de soins - médecins généralistes, infirmiers à domicile, kinés, services sociaux, etc. -, qui est relativement éclatée. Afin de structurer cette première ligne, une ordonnance prévoit la création d'une structure d'appui. »

Marc Gryseels : « Il faut améliorer l'information envers les patients et la communication des données entre l'ensemble des professionnels de la santé. Cela exige, d'un côté, d'autoriser l'industrie à beaucoup plus communiquer avec le consommateur et, de l'autre, d'assurer une transmission du dossier médical du patient à tous les professionnels de la santé, dont le pharmacien, le kiné et le dentiste. Ceci offrirait bien des avantages en termes de pharmacovigilance, de suivi thérapeutique et de prise en charge globale du patient. »

patient.



Jean-Paul Van Vooren
Directeur Médical Hôpital Erasme

le vieillissement est réel, avec parfois des maladies chroniques très lourdes. Nous sommes confrontés à un manque criant de places en gériatrie, en revalidation et en soins palliatifs. Développons une structure post-hospitalière ! Le généraliste ne pourra pas assumer tous ces cas tout seul. »

Vic De Corte : « Le patient de demain sera de plus en plus le maître de son trajet de soins, voire de sa qualité de vie. Les leviers digitaux permettront certainement de délocaliser tout ce qui est nécessaire. Mais il est aussi essentiel de renforcer la collaboration entre tous les acteurs de la santé et de construire, entre hôpitaux et acteurs de première ligne, des partenariats, des réseaux, des plateformes. À cet égard, le plus grand défi concerne la réglementation et le financement qui doivent être plus flexibles, plus agiles. »

Didier Gosuin : « Relevons aussi que la logique budgétaire enferme les hôpitaux dans le raccourcissement des délais d'hospitalisation. Même si la technologie rend tout cela possible, le virage ambulatoire est en réalité souvent très dur à supporter pour les plus fragiles ; faire de l'ambulatoire dans un logement exigu et non adapté pour une personne avec peu de moyens financiers, ce n'est pas évident ! Cette dimension sociale doit être mieux appréhendée. Même si l'objectif est intéressant, être acteur de son trajet de soins n'est pas donné à tous les patients. »

Xavier Brenez : « Ces dernières années, beaucoup de chantiers ont été ouverts pour orienter les hôpitaux vers la concentration des soins hyperspécialisés et le travail en réseaux. Il faut aller au bout de ces chantiers, notamment en travaillant sur la « restructuration des lits », la cohérence du financement des secteurs hospitalier et ambulatoire. Au niveau de la première ligne, il s'agit en outre de créer des filières spécialisées venant en support des médecins généralistes ; ils doivent en faire de plus en plus et sont, par exemple, généralement dépourvus de solutions relatives à la santé mentale. »

Sébastien Berden : « Il faut également permettre aux acteurs du terrain de développer une offre plus adaptée aux besoins du patient. Par exemple, dans le domaine des soins pour personnes âgées, on relève à l'étranger l'existence de nombreuses formes intermédiaires de structures de soins. Les personnes âgées souffrent souvent d'isolement et recherchent parfois davantage un lieu de vie agréable, évolutif et protégé que des infrastructures de soins très lourdes. En Belgique, des progrès restent à faire en la matière. Il est par exemple difficile d'intégrer une offre de maison de repos avec celle d'une clinique de revalidation et des soins de première ligne dans un campus commun. Pourtant, en mélangeant ces types de soins, on stimule davantage de passage et d'interaction avec le quartier. Installez-y une brasserie attrayante et des services à la personne et vous obtenez une communauté dynamique et intéressante. »

Jean-Paul Van Vooren : « Par manque de formation continue, le généraliste est souvent très dépourvu pour la prise en charge de tous ceux que l'on fait sortir de l'hôpital, notamment des patients nécessitant des traitements lourds. Dans les hôpitaux, on oublie parfois la préparation de la sortie. Il est donc essentiel de mettre en place, à domicile, des structures de soutien spécifiques avec des traitements adaptés à la situation médicale spécifique de chaque patient. Or, qui mieux que le médecin généraliste connaît les besoins de son patient ? »



Quel est l'impact de la digitalisation sur les acteurs de la santé ?

Sébastien Berden : « L'un des défis que la digitalisation nous aidera à relever est la pénurie de personnel de soins de santé. En milieu hospitalier et en maison de repos, la technologie permettra notamment d'accueillir plus de patients avec moins de personnel. Mais également dans la première ligne, la digitalisation entre dans les mœurs. Ainsi, dans les centres médicaux que nous finançons aux Pays-Bas, il n'est pas rare de trouver des back offices techniques. Ces centres permettent une mutualisation des frais entre professionnels de la santé, notamment ceux liés au suivi digital des patients. »

Philippe El Haddad : « La télémédecine est une des pistes d'avenir pour améliorer le partage de l'information. Elle permettra d'évaluer les situations à distance et d'éviter que le patient ne revienne à l'hôpital pour n'importe quel problème. L'INAMI devrait prendre exemple sur la France en remboursant les consultations de télémédecine. »

Valdet Ocakoglu : « La télémédecine, singulièrement dans le cadre des maladies chroniques, constitue un enjeu très lourd pour tous les acteurs de la santé. Ce type de solution doit être interfacé avec des dossiers de soins mis à disposition du personnel soignant pour permettre le suivi du patient. Ceci concerne le postopératoire mais aussi la pré-admission du patient pour récolter toute information permettant de juger au mieux de son état de santé. Cela passe par des solutions informatiques et des plateformes mais également par les objets connectés. À l'avenir, tout cela permettra aussi de juger de l'évolution des pathologies des patients et, ensuite, peut-être d'adapter la posologie de leurs traitements. »

Jean-Paul Van Vooren : « Il faudra cependant veiller à ne pas transmettre tous types d'informations, mais d'abord celles qui concernent le traitement et le suivi du patient à courte échéance et, ensuite, les informations plus « lourdes ». Il faudra aussi que les logiciels des différentes institutions 'se parlent entre eux'. »

Xavier Brenez : « D'ici à 2025, il faudrait qu'il n'y ait plus aucun échange papier entre les différents prestataires de soins et les mutualités. Au niveau des services mutualistes, nos affiliés ont déjà accès à leur dossier et à de nombreuses transactions sous format électronique. »

Vic De Corte : « Le levier digital va au-delà de la dématérialisation. Il doit aussi permettre d'exploiter les données pour améliorer la recherche, les diagnostics et les trajets de soins. Il faut aussi rendre les appareillages médicaux plus mobiles afin que les soins puissent se dérouler ailleurs que dans les hôpitaux et qu'ils puissent suivre le patient plutôt que l'inverse. »

Marc Gryseels : « Nous accusons un certain retard. Par exemple, la prescription électronique, annoncée pour 2017, ne sera obligatoire qu'à partir de 2020. Hors hôpitaux, même si on dispose de tout l'arsenal thérapeutique, tous les produits de santé ne sont pas trouvables dans les bases de données des prescriptions électroniques. Il est donc crucial que l'on oblige les fournisseurs des outils de prescription à intégrer tous les produits de santé. »

Didier Gosuin : « Tous les hôpitaux sont à présent dans le Réseau santé bruxellois. Nous nous concentrons maintenant sur les généralistes, dont 80 % font déjà partie du réseau. La digitalisation des médecins puis des pharmaciens, des dentistes, etc., prendra encore du temps. Il est impossible que ce système soit abouti en 2020. Mais je reste optimiste... »



<< Article Précédent

Arrêter de fumer : « le meilleur des médicaments »

Prochain Article >>

« 2019 sera une année riche en challenges et projets »

0 CommentsSort by **Oldest**[Facebook Comments Plugin](#)

© Mediaplanet 2019
[Terms and Conditions](#) | [Cookie information](#)